



Assemblée générale

Distr. générale
9 juillet 2024
Français
Original : anglais

Soixante-dix-neuvième session

Point 71 de la liste préliminaire*

Promotion et protection des droits humains

Situation des défenseurs et défenseuses des droits humains

Note du Secrétaire général

Le Secrétaire général a l'honneur de transmettre à l'Assemblée générale le rapport de la Rapporteuse spéciale sur la situation des défenseurs et défenseuses des droits humains, Mary Lawlor, conformément à la résolution [52/4](#) du Conseil des droits de l'homme.

* [A/79/50](#).



Rapport de la Rapporteuse spéciale sur la situation des défenseurs et défenseuses des droits humains

Résumé

Dans le présent rapport, la Rapporteuse spéciale sur la situation des défenseurs et défenseuses des droits humains, Mary Lawlor, souligne la contribution des défenseurs et défenseuses des droits humains à la réalisation des objectifs de développement durable. Elle montre que, pour chacun des 17 objectifs, ces militantes et militants placent la question des droits humains au cœur du développement durable et, ce faisant, aident les États à s'acquitter de leur obligation de ne laisser personne de côté. Elle insiste également sur le fait que leur travail est rendu plus difficile par les restrictions qui pèsent de plus en plus sur le droit de défendre les droits.

I. Introduction

1. À mi-parcours du Programme de développement durable à l'horizon 2030, l'année passée, l'ONU a annoncé que seuls 15 % des objectifs de développement durable étaient en passe d'être atteints et qu'il fallait changer radicalement d'attitude, au niveau mondial, pour tenir la promesse des objectifs¹. Il s'agit notamment de prendre à nouveau conscience de l'aide essentielle que les défenseurs et défenseuses des droits humains apportent aux États pour la réalisation des objectifs, et de faire marche arrière sur les restrictions qui pèsent de plus en plus sur le droit de défendre les droits.

2. Puisque plus de 90 % des cibles associées aux objectifs de développement durable relèvent des obligations internationales relatives aux droits humains², il est évident que les droits humains sont essentiels au développement et que le développement est essentiel à la réalisation des droits humains. De surcroît, au regard de la relation d'interdépendance qui existe entre les droits humains sous-tendant chaque objectif, il est clair qu'on ne s'aurait s'attaquer aux différents objectifs de manière séparée. La pauvreté ne peut être éliminée (objectif 1) sans que la faim le soit (objectif 2), et aucun de ces buts ne pourra être atteint tant que l'absence d'action climatique (objectif 13) sera à l'origine d'un nouvel appauvrissement et menacera la vie sur terre (objectif 15).

3. En outre, les personnes qui œuvrent à la réalisation des objectifs de développement durable sont évidemment au service des droits humains ; elles défendent à la fois les droits humains et les objectifs. Elles mettent en pratique le premier principe directeur défini dans l'appel à l'action en faveur des droits humains lancé par le Secrétaire général, à savoir placer « les droits au cœur du développement durable »³.

4. Comme le souligne la Rapporteuse spéciale dans le présent rapport, les défenseurs et défenseuses des droits humains participent activement à la réalisation des objectifs de développement durable, même lorsque leur travail ou leur profil ne correspondent pas à l'image que l'on se fait communément de ces personnes. Or, en aidant à atteindre les cibles associées aux objectifs, ils protègent et promeuvent les droits humains reconnus internationalement, et leur contribution mérite davantage de reconnaissance et de protection. En pointant les violations des droits humains, ils montrent très clairement aux États ce qui ne peut durer, ce qui crée de l'exclusion et des laissés-pour-compte.

5. Au demeurant, les défenseurs et défenseuses des droits humains contribuent de manière précieuse à la promesse politique transversale de « ne laisser personne de côté »⁴. Leur travail les place souvent au cœur des populations les plus marginalisées ; ils s'efforcent de remédier aux injustices et aux déséquilibres de pouvoir et sont au contact des membres de la société qui restent dans l'ombre. Ils apportent leur expérience du plaidoyer, leur connaissance des droits et leurs réseaux.

¹ United Nations, « Only 15 per cent of global development goals on track, as multiple factors stall, hamper, reverse inclusive and sustained development, Third Committee stresses » (La Troisième Commission souligne que seuls 15 % des objectifs mondiaux de développement sont en voie d'être atteints, car de multiples facteurs ralentissent, entravent et inversent le développement inclusif et durable), 28 septembre 2023.

² Programme des Nations Unies pour le développement, « Governance: human rights for sustainable development » (Gouvernance : les droits humains en soutien du développement durable).

³ Organisation des Nations Unies, « La plus haute aspiration : Un appel à l'action en faveur des droits humains » (2020).

⁴ Voir : <https://unsdg.un.org/2030-agenda/universal-values/leave-no-one-behind>.

6. Tandis que certains États apprécient manifestement que les défenseurs et défenseuses des droits humains les aident à réaliser les objectifs de développement durable, la Rapporteuse spéciale ne peut s'expliquer que tant d'autres les empêchent de faire leur travail. Comme elle le montre ci-après, des défenseurs des droits humains sont menacés, poursuivis en justice, attaqués, tués pour leur action pacifique en faveur des objectifs que les 193 États Membres de l'ONU sont convenus de s'efforcer d'atteindre.

7. La Rapporteuse spéciale exhorte les États à considérer les personnes qui exercent leur droit de défendre les droits et de promouvoir les objectifs de développement durable comme de précieuses alliées dans l'entreprise commune générale visant à réduire les inégalités, à éliminer les discriminations et à aider les personnes les plus défavorisées en premier.

II. Méthodologie

8. En vue de l'établissement du présent rapport, un appel à contributions a officiellement été adressé le 13 mai 2024 aux États, aux institutions nationales de défense des droits humains, aux entreprises, aux organisations non gouvernementales (ONG) et aux défenseurs et défenseuses des droits humains. Au total, 87 réponses ont été reçues, émanant de 41 pays.

9. La Rapporteuse spéciale remercie tout particulièrement les Gouvernements de l'Arménie, de l'Équateur, de l'Italie, de la Macédoine du Nord, du Qatar et de la République dominicaine, qui sont les six seuls États à avoir répondu.

10. Le présent rapport ne prétend pas à l'exhaustivité et repose essentiellement sur les informations recueillies au cours des consultations. La Rapporteuse spéciale souligne que les exemples cités ne représentent qu'une infime partie du travail effectué par les défenseurs et défenseuses des droits humains en lien avec une infime partie des cibles associées aux objectifs de développement durable.

III. Cadre juridique

11. Le Programme de développement durable à l'horizon 2030, adopté par tous les États Membres de l'Organisation des Nations Unies en 2015, est un projet commun de paix et de prospérité pour l'humanité et la planète, pour le présent et pour l'avenir. Au cœur de ce projet se trouvent 17 objectifs de développement durable, qui constituent un appel urgent lancé à tous les pays – développés et en développement – pour qu'ils s'associent en un partenariat mondial et passent à l'action. Ces objectifs traduisent la conviction selon laquelle l'éradication de la pauvreté et des autres privations doit aller de pair avec des stratégies visant à améliorer la santé et l'éducation, à réduire les inégalités et à stimuler la croissance économique, tout en remédiant aux changements climatiques et en œuvrant à la préservation de nos océans et de nos forêts. Tous les quatre ans, le forum politique de haut niveau sur le développement durable, connu sous le nom de Sommet sur les objectifs de développement durable, se tient sous les auspices de l'Assemblée générale.

12. Les objectifs de développement durable ne sont pas juridiquement contraignants ; cependant, les États sont censés se les approprier et établir un cadre national en vue de leur réalisation. C'est aux pays qu'incombe au premier chef la responsabilité d'assurer le suivi et l'examen, aux plans national, régional et mondial, des progrès accomplis dans la réalisation des objectifs et des cibles à l'horizon 2030.

13. En outre, tandis qu'ils s'efforcent d'atteindre les objectifs de développement durable, les pays restent liés par leurs obligations au titre de la Déclaration universelle des droits de l'homme, des normes internationales contraignantes relatives aux droits de l'homme, y compris le Pacte international relatif aux droits civils et politiques, et de la Déclaration sur le droit et la responsabilité des individus, groupes et organes de la société de promouvoir et protéger les droits de l'homme et les libertés fondamentales universellement reconnus.

A. Objectif de développement durable n° 1 (pas de pauvreté)

14. Pour éliminer la pauvreté, il est crucial de toucher les personnes qui risquent le plus d'être marginalisées. Elles sont particulièrement nombreuses dans les pays où des comportements comme le non-remboursement des dettes ou l'errance sont pénalement répréhensibles. Les sanctions de ce type tendent à stigmatiser encore davantage les personnes pauvres et à aggraver la surpopulation carcérale.

15. En 2017, en Sierra Leone, une campagne visant à « décriminaliser la pauvreté » a été lancée par l'ONG AdvocAid, qui avait fait le constat que les personnes les plus susceptibles de se retrouver en prison pour des infractions mineures, par exemple pour errance, étaient les vendeurs et vendeuses de rue, les personnes se livrant au travail du sexe et à la prostitution et celles vivant déjà dans la pauvreté. Une part disproportionnée des personnes concernées étaient des femmes.

16. En outre, l'ONG a observé que, après un certain temps passé en prison, ces femmes se retrouvaient sans revenus, dans l'impossibilité de subvenir à leurs besoins et à ceux de leur famille et de rembourser leurs dettes. En 2022, elle s'est tournée vers la Cour de justice de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest au motif que des lois et leur application ciblaient injustement les pauvres et les membres les plus vulnérables de la société et les sanctionnaient pénalement pour des actes dont le préjudice était plutôt supposé que réel⁵. L'affaire suit son cours.

17. Dans un rapport soumis au Conseil des droits de l'homme en 2023, le Rapporteur spécial sur le droit à l'alimentation a rappelé l'imbrication et l'interdépendance des objectifs de développement durable et l'importance de garantir un environnement propice au travail des défenseurs et défenseuses des droits en vue de la réalisation des objectifs. Il a montré de quelle manière des personnes, en particulier des paysans et des membres des populations autochtones, basculaient dans la pauvreté après avoir été « chassées de leurs terres et territoires et [s'être vues] empêchées d'y accéder » (A/HRC/52/40). À cet égard, on peut considérer que les défenseurs et défenseuses des droits humains qui organisent la résistance pacifique à l'accaparement des terres de leur communauté jouent un rôle dans la prévention de l'appauvrissement.

18. Par ailleurs, l'accaparement des terres va rarement sans déforestation, exploitation minière illégale, pollution de l'environnement et une multitude d'autres conséquences corrélées qui sapent la réalisation de nombreux objectifs de développement durable, notamment les objectifs 3 (bonne santé et bien-être), 6 (eau propre et assainissement), 10 (inégalités réduites), 13 (mesures relatives à la lutte contre les changements climatiques) et 15 (vie terrestre).

19. Dans le département d'Antioquia, en Colombie, un mouvement de promotion des droits humains et de défense des territoires, Movimiento Ríos Vivos, a dénoncé

⁵ AdvocAid, « Court case filed against Sierra Leone to overturn discriminatory loitering laws » (Recours judiciaire contre la Sierra Leone en vue d'abroger les lois discriminatoires sur l'errance), 4 mai 2022.

pendant plus de dix ans les conséquences délétères (expulsions forcées, inondations, éboulements, déforestation, absence de compensation équitable, etc.) de la construction du barrage d'Hidroituango pour les droits humains des milliers de familles vivant là⁶. Ses militants ont été menacés, agressés, calomniés, surveillés, certains ont été victimes de tentatives d'intimidation et de menaces de mort⁷, d'autres ont été tués⁸ en raison de leur activisme, tandis que les conséquences du chantier ont fait perdre aux populations locales leurs moyens de subsistance (pêche, agriculture, exploitation traditionnelle des mines) et les ont plongées dans la pauvreté et le sous-développement⁹. Le constructeur du barrage, Empresas Públicas de Medellín (Entreprises publiques de Medellín), n'a pas répondu aux accusations de menaces contre les défenseurs et défenseuses des droits humains formulées dans la communication que lui ont adressée des titulaires de mandat au titre des procédures spéciales en 2020¹⁰.

B. Objectif de développement durable n° 2 (faim zéro)

20. L'objectif de développement durable n° 2 est étroitement lié à l'objectif 1, et les défenseurs et défenseuses apportent une contribution particulière à la réalisation des cibles 2.1¹¹ et 2.3¹² relatives à la lutte contre la faim.

21. Réunissant 350 membres de familles issues de 5 communautés de la province de Surat Thani, la Fédération des paysans du sud de la Thaïlande plaide pour la refondation du système de répartition des terres, profondément inéquitable. Sa maîtrise des questions de sécurité alimentaire et la création d'un système alimentaire durable, dirigé par les populations, l'ont préparée à faire face aux pénuries de nourriture durant la pandémie de maladie à coronavirus 2019 (COVID-19). Gérée par des femmes de la communauté, la Fédération avait stocké du riz pour ce genre de situation d'urgence, ce qui a permis à la population de ne pas mourir de faim. Par ailleurs, en 2022, elle s'est lancée dans la culture de produits biologiques afin d'assurer une alimentation nutritive aux élèves des écoles du district et des revenus aux petites et moyennes exploitations locales¹³.

22. Le travail de la Fédération, consistant à remettre en cause la répartition inéquitable des terres et à autonomiser les populations pauvres, a valu à ses membres des menaces, des poursuites, des tentatives d'intimidation, et certains ont été tués. Il y a plus de 10 ans, les titulaires de mandat au titre des procédures spéciales ont publié un document rapportant le meurtre de deux défenseuses des droits humains membres

⁶ Communication de l'Observatoire pour la protection des défenseurs des droits de l'homme.

⁷ Voir la communication COL 2/2020, disponible à l'adresse suivante :

<https://spcommreports.ohchr.org/TMResultsBase/DownloadPublicCommunicationFile?gId=25103>.

⁸ Centre de ressources sur les entreprises et les droits de l'homme (voir : www.business-humanrights.org/es/%C3%BAltimas-noticias/colombia-denuncian-asesinatos-de-opositores-a-represa-hidroituango-de-epm-la-empresa-niega-cualquier-v%C3%ADnculo).

⁹ Movimiento Ríos Vivos, « Declaration of communities affected by the IDB group » (Déclaration des populations touchées par les activités du groupe IDB), 10 août 2020.

¹⁰ Voir la communication OTH 11/2020, disponible à l'adresse suivante :

<https://spcommreports.ohchr.org/TMResultsBase/DownloadPublicCommunicationFile?gId=25104>.

¹¹ D'ici à 2030, éliminer la faim et faire en sorte que chacun, en particulier les pauvres et les personnes en situation vulnérable, y compris les nourrissons, ait accès toute l'année à une alimentation saine, nutritive et suffisante.

¹² D'ici à 2030, doubler la productivité agricole et les revenus des petits producteurs alimentaires, en particulier des femmes, des autochtones, des exploitants familiaux, des éleveurs et des pêcheurs, y compris en assurant l'égalité d'accès aux terres, aux autres ressources productives et facteurs de production, au savoir, aux services financiers, aux marchés et aux possibilités d'ajout de valeur et d'emplois autres qu'agricoles.

¹³ Communication de Protection International – Thaïlande.

de la Fédération¹⁴. Malheureusement, la situation ne semble pas avoir beaucoup changé depuis lors, et les militantes et militants courent toujours des risques. Au moins un autre membre de la communauté a été tué¹⁵, et les menaces, le harcèlement et les intimidations continuent.

23. Ainsi que la Rapporteuse spéciale l'a montré dans son précédent rapport à l'Assemblée générale (A/78/131), les défenseurs et défenseuses des droits humains, en particulier les femmes, jouent souvent un rôle central dans les situations de conflit, d'après conflit et de crise en intervenant pour combler les lacunes là où les États ne peuvent ou ne souhaitent pas satisfaire les besoins de la population civile. Conséquence habituelle des conflits¹⁶, l'insécurité alimentaire fait l'objet des efforts des militantes et militants, souvent à leurs risques et périls.

24. Dans le contexte de la terrible guerre qui sévit au Soudan et qui a provoqué la plus grande crise de déplacement interne au monde¹⁷, face à la défaillance des services de l'État, des femmes engagées pour la défense des droits humains ont mobilisé leurs réseaux et exploité leur savoir-faire pour assurer la sécurité alimentaire des personnes parmi les plus vulnérables du pays. Elles ont installé des cuisines sur le terrain et, sans avoir accès à l'aide alimentaire et souvent en prenant de grands risques, elles ont nourri plus de 250 000 familles à Khartoum pendant près d'un an¹⁸.

25. À Gaza, où, au moment de l'établissement du présent rapport, « la menace de famine [n'avait] jamais été aussi grande »¹⁹, 80 % des femmes interrogées par l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes) ont déclaré dépendre de l'aide alimentaire, leur source principale de nourriture ; 70 % d'entre elles ont constaté une perte de poids au cours des 30 jours précédents, et plus de la moitié avaient fréquemment des vertiges²⁰. Là aussi, les défenseurs et défenseuses des droits humains ont essayé de répondre aux besoins en organisant la distribution de nourriture. Cela a valu à certains, dont sept membres de l'ONG World Food Kitchen, d'être tués par les Forces de défense israéliennes²¹. L'ONG n'a pas relâché ses efforts malgré les risques et, en juin 2024, elle avait livré 50 millions de repas aux Palestiniennes et aux Palestiniens de Gaza en 8 mois²².

¹⁴ Voir la communication THA 1/2013, disponible à l'adresse suivante :

<https://spcommreports.ohchr.org/TMResultsBase/DownloadPublicCommunicationFile?gId=21169>.

¹⁵ Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH), « UN Human Rights Office welcomes progress on Thai enforced disappearance case, urges government to do more » (Le Bureau de l'ONU pour les droits de l'homme salue les progrès de l'enquête sur une disparition forcée en Thaïlande et demande aux autorités de redoubler d'efforts), 13 novembre 2019.

¹⁶ Marie Haga, « Briser le cercle vicieux de la faim et des conflits » (ONU).

¹⁷ Organisation internationale pour les migrations, « Sudan's internally displaced persons 2023 estimates » (Estimation du nombre de déplacés au Soudan en 2023).

¹⁸ Communication de la Coalition régionale des défenseuses des droits de la personne au Moyen-Orient et en Afrique du Nord.

¹⁹ Programme alimentaire mondial (PAM), « Mises à jour sur Gaza : le PAM répond à la crise de la faim alors que l'incursion de Rafah coupe l'accès à l'entrepôt », 15 mai 2024.

²⁰ ONU-Femmes, « Gender alert: voices of strength – contributions of Palestinian women-led organizations to the humanitarian response in the Occupied Palestinian Territory » (Alerte genre : des voix fortes – contribution des organisations dirigées par des Palestiniennes à l'intervention humanitaire dans le Territoire palestinien occupé), juin 2024.

²¹ HCDH, « Territoire palestinien occupé/Israël : il est vital d'assurer l'aide humanitaire et de protéger les travailleurs humanitaires », 5 avril 2024.

²² World Central Kitchen, « 50 million meals served in Gaza » (50 millions de repas servis à Gaza), 4 juin 2024.

C. Objectif de développement durable n° 3 (bonne santé et bien-être)

26. L'accès à des services de santé de qualité, préoccupation majeure s'inscrivant dans le cadre de l'objectif 3, fait souvent défaut aux personnes pour diverses raisons : origine ethnique, orientation sexuelle, identité de genre, handicap, profession, nationalité, etc. Le problème s'est particulièrement posé durant la pandémie de COVID-19, où des pans entiers de la population n'ont pas pu se faire vacciner, s'informer ou bénéficier d'une aide médicale au même titre que les autres. Devant cette situation, les organisations de défense des droits humains et leurs membres ont pris au pied de la lettre l'exigence de « ne laisser personne de côté » et ont mis en place des services s'adressant aux populations négligées. Ces organisations ont besoin de fonds pour survivre, et il convient de saluer les États qui ne perdent pas de vue cette évidence. En 2023, en République dominicaine, plus de 40 % du budget destiné aux organisations à but non lucratif a été alloué à des ONG travaillant à la réalisation de l'objectif 3²³. Le Qatar a signalé être le premier pays dont toutes les municipalités ont reçu le statut de ville saine de la part de l'Organisation mondiale de la Santé.

27. L'Institute on Statelessness and Inclusion indique que les apatrides ont constitué une des populations les plus à risque pendant la pandémie de COVID-19. Déjà marginalisées, ces personnes ont été encore davantage mises à l'écart, avec des conséquences potentiellement désastreuses mettant leur vie en danger²⁴. L'organisme a donc créé un fonds d'urgence pour les apatrides, destiné à allouer des ressources aux défenseurs et défenseuses des droits humains engagés auprès de ces populations, afin de les aider à faire face à certains aspects de la pandémie. Au Bangladesh, le dispositif a bénéficié au Council of Minorities, qui promeut les droits des personnes de langue ourdoue anciennement apatrides installées dans des bidonvilles et des camps à travers le pays²⁵. Grâce aux efforts de cette organisation, plus de 11 000 personnes ont été sensibilisées aux mesures d'assainissement et de précaution et se sont mises à utiliser activement des équipements de protection individuelle et à observer les règles de distanciation physique. En outre, près de 600 personnes ont fait l'objet d'une aide directe à l'accès au vaccin contre la COVID-19²⁶.

28. Les défenseurs de l'environnement du monde entier ont montré à maintes reprises combien leur rôle était précieux dans la réalisation de la cible 3.9 (réduire nettement le nombre de décès et de maladies dus à des substances chimiques dangereuses, à la pollution et à la contamination de l'air, de l'eau et du sol). Si nombre d'entre eux travaillent auprès de populations touchées par les conséquences néfastes de projets de développement, on en retrouve également parmi les pêcheurs qui luttent contre l'utilisation de produits chimiques dans leur secteur d'activité.

29. Au Ghana, les *fish mammies*, des femmes chefs d'entreprises de pêche artisanale²⁷, participent activement à la gouvernance de l'océan. Nombre d'entre elles se sont mises à pratiquer des tests de toxicité sur les poissons débarqués sur les plages avant de rétribuer les pêcheurs. L'une d'elles a raconté aux spécialistes de One Ocean Hub qu'elle versait de l'eau sur les poissons : au bout de 10 minutes, si l'eau devenait noire au lieu de rougeâtre, cela signifiait que des produits chimiques avaient été employés, tels que le dichlorodiphényltrichloréthane (DDT) ou la dynamite²⁸. En

²³ Communication de la République dominicaine.

²⁴ Communication de l'Institute on Statelessness and Inclusion.

²⁵ Voir : www.com-bd.org.

²⁶ Consortium du fonds d'aide d'urgence aux apatrides face à la COVID-19, « Together we did! A reflection on the impact of the COVID-19 Emergency Statelessness Fund (CESF) Consortium » (Ensemble on l'a fait ! Retour sur les résultats obtenus par le Consortium), p. 14.

²⁷ Ranita A Sandi, « The fish mammies of Sierra Leone » (Les *fish mammies* de Sierra Leone), *Yemaya*, n° 35 (novembre 2010).

²⁸ Contribution de One Ocean Hub.

raison de la nocivité du produit pour les êtres humains, le DDT est interdit à des fins agricoles, partout dans le monde, depuis l'entrée en vigueur de la Convention de Stockholm sur les polluants organiques persistants, en 2004. D'autres *fish mammals* examinent la face interne des ouïes pour déterminer si les poissons ont été pris à l'aide de produits chimiques ²⁹.

D. Objectif de développement durable n° 4 (éducation de qualité)

30. Si la pauvreté est un des obstacles les plus « tenaces » en la matière, l'instabilité politique, les conflits, les catastrophes naturelles et l'origine ethnique contribuent aussi à limiter l'accès des enfants à l'éducation³⁰. Les enfants vivant dans des zones touchées par un conflit ou une crise font partie de ceux auxquels le droit à l'éducation est le plus souvent dénié, en dépit de l'aide apportée par les militantes et militants pour le faire respecter.

31. Entre février 2020 et février 2022, les écoles publiques du Myanmar sont restées fermées à cause de la pandémie et du coup d'État militaire de 2021. Lorsque les militaires ont ordonné leur réouverture, près de 30 % du personnel enseignant avait été licencié pour avoir rejoint le Mouvement de désobéissance civile. Quand les cours ont repris, le taux de scolarisation avait considérablement baissé. Selon la Banque mondiale, le nombre d'élèves inscrits dans le secondaire avait chuté de 17 points de pourcentage dans les zones rurales et de 31 points dans les zones urbaines. Il est à craindre que cette perte d'apprentissage entraîne une perte de capital humain pour une génération entière dans le pays³¹.

32. Des groupes de défenseurs et défenseuses des droits humains engagés dans le Mouvement ont réagi en ouvrant des écoles dans des régions du pays qui n'étaient pas soumises au pouvoir de la junte militaire. Le Ta'ang Land Education Council, présent dans le nord de l'État shan, fait partie de ces groupes. Pour l'année scolaire 2023/24, il a ouvert et administré 381 établissements, employant 1 650 enseignantes et enseignants issus des rangs du Mouvement et accueillant 28 000 élèves³². Pour parer à l'éventualité d'attaques aériennes perpétrées par la junte, le Council a mis au point des stratégies de gestion des risques en collaboration avec chaque école et animé des sessions de formation pour les professeurs.

33. Les défenseurs et défenseuses des droits humains s'attaquent également au puritanisme idéologique qui s'installe dans le milieu éducatif, à contre-courant des ambitions de la cible 4.7³³. Au Brésil, la Campagne nationale pour le droit à l'éducation réunit plus de 300 groupes et institutions de tout le pays afin de veiller à ce que les établissements publics dispensent un enseignement de bonne qualité, laïque, inclusif et transmettant les valeurs de la Déclaration universelle des droits de l'homme. En 2023, elle a publié une cartographie³⁴ des propositions de loi présentées entre 1989 et 2023 qui visaient à restreindre la liste des sujets pouvant être enseignés

²⁹ Ibid.

³⁰ Voir : www.unicef.org/education.

³¹ Sutirtha Sinha Roy *et al.*, « A generation of children are at risk of learning losses in Myanmar » (Risque de perte d'apprentissage pour une génération entière d'enfants au Myanmar) (Banque mondiale, blogs, 24 octobre 2023).

³² Communication d'un ensemble d'ONG du Myanmar.

³³ D'ici à 2030, faire en sorte que tous les élèves acquièrent les connaissances et compétences nécessaires pour promouvoir le développement durable, notamment par l'éducation en faveur du développement et de modes de vie durables, des droits de l'homme, de l'égalité des sexes, de la promotion d'une culture de paix et de non-violence, de la citoyenneté mondiale et de l'appréciation de la diversité culturelle et de la contribution de la culture au développement durable.

³⁴ Mapeamento Educação sob Ataque. Disponible à l'adresse suivante : <https://educacaosobataque.org>.

dans les écoles et les universités, à limiter la liberté académique et à encourager la persécution du personnel éducatif. Elle a répertorié près de 2 000 textes de ce type, dont certains comportaient des dispositions autorisant le renvoi des enseignants qui ne suivaient pas les nouvelles règles. Les propositions de loi s'inscrivaient souvent dans le droit-fil de l'activisme de groupes de pression encourageant les étudiants, les parents et même les éducateurs à signaler les membres du corps enseignant qui auraient abordé en classe l'égalité des genres, la lutte contre le racisme ou encore la justice environnementale³⁵.

E. Objectif de développement durable n° 5 (égalité entre les sexes)

34. Les disparités de genre demeurent solidement établies, plus de la moitié des pays n'ayant aucune législation qui préserve l'égalité femmes-hommes, y compris dans le mariage et en cas de divorce³⁶. Les défenseuses des droits humains sont à l'origine et à la manœuvre de campagnes visant à encourager des réformes législatives, à revendiquer l'égalité des droits pour les femmes et à s'opposer à tout recul en la matière. Malgré cela, comme le souligne l'Asia Pacific Forum on Women, Law and Development dans sa communication, les institutions et les structures de gouvernance peinent encore à reconnaître officiellement et soutenir financièrement leur action et à tenir compte de leurs critiques, ce qui aboutit à des manquements qui entravent la réalisation des objectifs de développement durable³⁷.

35. En Afghanistan, les Taliban ont imposé un système d'apartheid fondé sur le genre qui repose sur une mosaïque inextricable de prescriptions écrites et orales, de mesures et de pratiques qui systématisent la discrimination et oppriment massivement les femmes³⁸. Depuis que les filles sont exclues des écoles au-delà du primaire, l'Afghanistan est le seul pays au monde où l'enseignement secondaire leur est interdit³⁹. Cette situation a une incidence néfaste sur l'ensemble des droits humains des filles et crée les conditions de multiples violations d'autres types. ONU-Femmes a ainsi constaté que cette interdiction s'accompagnait d'une hausse de 25 % des mariages d'enfants et d'une augmentation de 45 % des grossesses précoces⁴⁰.

36. Les défenseurs et défenseuses des droits humains ont réagi à cette offensive lancée contre un pilier de l'égalité des genres en créant des écoles clandestines, en ignorant l'interdiction et en continuant de donner secrètement des cours aux filles. Dans la province de Bamiyan, une de ces écoles a dû cesser ses activités en octobre 2023 après que les services de renseignement talibans ont découvert son existence. Des établissements éducatifs ont également été fermés dans les provinces de Ghazni, de Deykondi et du Hérat pour avoir accueilli des filles⁴¹.

37. En dépit des risques considérables, les défenseuses des droits humains manifestent publiquement pour l'égalité des genres et défient les Taliban, qui s'efforcent de les faire disparaître de la vie publique. Elles ont organisé des rassemblements dans un certain nombre de villes, comme Kaboul, Faizabad, Hérat et Mazar-e Charif⁴². En septembre 2023, Neda Parwan et Zholia Parsi, membres du

³⁵ Communication de Campanha Nacional pelo Direito à Educação.

³⁶ ONU-Femmes et ONU, Département des affaires économiques et sociales, *Progrès vers la réalisation des objectifs de développement durable : gros plan sur l'égalité des sexes 2023* (2023).

³⁷ Communication de l'Asia Pacific Forum on Women, Law and Development.

³⁸ ONU-Femmes, Afghanistan : profil du pays en matière d'égalité des genres (2024).

³⁹ HCDH, « The world is failing 130 million girls denied education: UN experts » (Échec mondial, 130 millions de filles empêchées de s'éduquer : déclaration d'experts de l'ONU), 23 janvier 2023.

⁴⁰ ONU-Femmes, Afghanistan : profil du pays en matière d'égalité des genres (2024).

⁴¹ Communication de Rawadari.

⁴² Amnesty International.

Mouvement spontané des femmes afghanes, ont été incarcérées, probablement pour avoir participé à des manifestations⁴³. Elles ont toutes deux été libérées le 19 décembre 2023.

38. En 2022, dernière année pour laquelle les données sont disponibles, l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC) a enregistré le plus grand nombre de meurtres de femmes et de filles en 20 ans. Sur les quelque 89 000 femmes et filles tuées intentionnellement, plus de 48 000 l'ont été par leur partenaire ou par un autre membre de leur famille⁴⁴. Au Kenya, après l'explosion du nombre de féminicides des dernières années, les défenseuses des droits humains se sont mobilisées, en janvier 2024, pour organiser des manifestations dans tout le pays et faire pression afin que les autorités prennent des mesures concrètes. Coorganisateur des rassemblements, Feminists in Kenya a également mis en place une permanence juridique qui aide les manifestantes et manifestants en cas d'arrestation.

39. Le mouvement avait notamment comme revendication que la Direction des enquêtes criminelles traite en priorité toutes les affaires de féminicide présumé. Une étude d'Africa Data hub a montré que, une fois que le meurtrier présumé d'une femme était arrêté et présenté à un tribunal, il fallait en moyenne cinq ans pour qu'une décision soit rendue⁴⁵. À la fin de janvier 2024, la Direction des enquêtes criminelles a publié un communiqué de presse sur Facebook, dans lequel elle annonçait avoir chargé une équipe d'accélérer les enquêtes relatives aux infractions sexuelles graves et aux meurtres concernant des femmes afin de mettre un terme à la hausse préoccupante des féminicides dans le pays⁴⁶.

40. Certains États se sont également efforcés de remédier aux inégalités de genre. En Macédoine du Nord, des coordonnateurs et coordonnatrices des questions liées à l'égalité des chances ont été nommés dans chaque ministère, avec leurs ajointes et adjoints, et ont été chargés d'appliquer la stratégie nationale pour l'égalité des genres dans toute l'administration⁴⁷.

F. Objectif de développement durable n° 6 (eau propre et assainissement)

41. Les défenseurs et défenseuses des droits humains jouent un rôle crucial dans la surveillance de l'approvisionnement en eau et dans le signalement des accidents dont les effets sur les écosystèmes aquatiques constituent des préjudices pour les droits humains. Ces accidents se produisent souvent dans le cadre de prétendus projets de développement ou sur des sites industriels qui perturbent les systèmes d'eau des populations vivant sur place ou à proximité.

42. En Caroline du Nord (États-Unis d'Amérique), pendant des années, les populations installées en aval du fleuve Cape Fear ont été exposées de façon prolongée à des quantités alarmantes de substances per- et polyfluoroalkylées (SPFA) rejetées par l'usine de transformation Fayetteville Works, ancienne propriété de E.I. DuPont de Nemours (DuPont) aujourd'hui détenue par The Chemours Company LLC

⁴³ HCDH, « Taliban must immediately release women human rights defenders, say UN experts » (Les Taliban doivent immédiatement libérer les défenseuses des droits humains, déclarent des experts de l'ONU), 31 octobre 2023.

⁴⁴ ONUDC, « Gender-related killings of women and girls (femicide/feminicide): global estimates of female intimate partner/family-related homicides in 2022 » (Meurtres de femmes et de filles liés au genre (féminicides) : estimations mondiale concernant les femmes tuées par leur partenaire ou par un parent en 2022) (2023).

⁴⁵ Africa Data Hub (voir : www.africadatahub.org/femicide-kenya).

⁴⁶ Voir : www.facebook.com/UpeleleziKenya/posts/774058191423755/?_rdr.

⁴⁷ Communication du Gouvernement de la République de Macédoine du Nord.

(Chemours). Les SPFA sont communément considérées comme des « produits chimiques éternels » car elles ne se dégradent pas dans l'environnement. Pendant plus de 40 ans, l'usine a contaminé le fleuve, dont, par ignorance, les autorités publiques redistribuaient l'eau aux habitants des comtés riverains. La pollution s'est propagée dans les écosystèmes de la région, affectant poissons, bétail et cultures⁴⁸. Des études soumises à l'évaluation par les pairs montrent que l'exposition à certains niveaux de concentration de SPFA peut être nocive et entraîner une baisse de la fertilité, retarder le développement de l'enfant ou encore augmenter le risque de cancer⁴⁹.

43. Clean Cape Fear⁵⁰, un collectif réunissant des habitantes et des habitants inquiets, a constitué un groupe d'action locale afin de demander des comptes et réparation pour la contamination de leur eau et d'exiger que l'on rétablisse et sécurise le réseau d'approvisionnement. Avec cinq autres groupes citoyens, il a attaqué l'Agence de protection de l'environnement (EPA) en justice pour ne pas avoir contraint Chemours à financer des études sanitaires sérieuses sur les 54 SPFA rejetées par l'usine Fayetteville Works⁵¹. En 2024, des experts mandatés au titre de procédures spéciales ont fait part de leur préoccupation dans un communiqué de presse, indiquant que DuPont et Chemours semblaient avoir neutralisé l'EPA de façon inadmissible et avoir retardé ses efforts visant à réglementer comme il se doit l'usage des SPFA. Grâce à l'activisme intense de la National PFAS Contamination Coalition⁵², qui regroupe des collectifs locaux comme Clean Cape Fear, la contamination de l'eau aux SPFA est devenue un enjeu national et international s'inscrivant dans le cadre de la lutte des défenseurs et défenseuses des droits humains pour le droit à l'eau potable. Cette mobilisation a obtenu une victoire éclatante lorsque le Gouvernement des États-Unis a adopté, en avril 2024, la première norme nationale juridiquement contraignante sur l'eau potable, destinée à protéger les populations de l'exposition nocive aux SPFA⁵³.

44. Comme indiqué dans une communication reçue pour le présent rapport, la dégradation des écosystèmes aquatiques s'est aggravée sous le double effet de l'intensification de l'extraction minière liée à la « transition verte » et du poids des groupes privés et des acteurs financiers dans la gouvernance et le financement du secteur de l'eau, du développement et de l'action climatique⁵⁴.

45. Au Honduras, la construction d'une centrale hydroélectrique par l'entreprise Hidrocep, sur le Mezapa, a mis en péril l'approvisionnement en eau propre de la population de Pajuiles, qui vit dans les montagnes du Nombre de Dios, dans le département de l'Atlántida. En 2010, le Congrès national du Honduras avait accordé une concession pour l'exploitation du fleuve. Aucune consultation préalable n'avait eu lieu avec les populations concernées, qui n'ont découvert le projet que lorsque le

⁴⁸ Voir la communication AL USA 26/2023, disponible à l'adresse suivante :

<https://spcommreports.ohchr.org/TMResultsBase/DownloadPublicCommunicationFile?gId=28341>.

⁴⁹ Agence de protection de l'environnement des États-Unis d'Amérique (voir :

www.epa.gov/pfas/our-current-understanding-human-health-and-environmental-risks-pfas).

⁵⁰ Voir : www.cleancapefear.org.

⁵¹ Center for Environmental Health, « Lawsuit against EPA on PFAS testing petition moves forward in North Carolina federal court » (La plainte contre l'EPA concernant l'analyse des SPFA suit son cours à la cour fédérale de Caroline du Nord), 15 juin 2022.

⁵² Voir : <https://pfasproject.net>.

⁵³ Agence de protection de l'environnement, « Biden-Harris Administration finalizes first-ever national drinking water standard to protect 100M people from PFAS pollution » (L'Administration Biden-Harris définit la première norme nationale de l'histoire sur l'eau afin de protéger 100 millions de personnes contre la pollution aux SPFA), 10 avril 2024.

⁵⁴ Communication d'une organisation de défense des droits humains ayant souhaité garder l'anonymat.

chantier a commencé à polluer le cours d'eau, qui était leur principale source d'eau potable et servait à irriguer leurs cultures⁵⁵.

46. Lorsque leurs appels aux autorités locales se sont révélés infructueux, les défenseurs locaux des droits humains ont occupé le chantier et déposé divers recours juridiques avec l'appui d'ONG. Ils ont alors fait l'objet de poursuites injustifiées dont le prédécesseur de la Rapporteuse spéciale s'était fait l'écho après une visite de pays au Honduras en 2018 (voir [A/HRC/40/60/Add.2](#)). En mars 2024, après sept ans de contestations, la Cour suprême du Honduras a déclaré que la pollution du système d'approvisionnement en eau constituait une violation des droits humains de la population de Pajuiles et ordonné la suspension des activités de l'entreprise dans la région⁵⁶.

G. Objectif de développement durable n° 7 (énergie propre et d'un coût abordable)

47. Il peut être particulièrement compliqué de garantir l'équité d'accès à l'énergie, notamment pour les personnes vivant dans les zones rurales et isolées ou en marge de la société. Les personnes et les organisations qui défendent les droits humains et travaillent auprès des populations sous-représentées offrent une aide précieuse à cet égard.

48. Des défenseurs et défenseuses autochtones des droits humains ont bâti des projets visant à introduire les systèmes d'énergie renouvelable dans leurs communautés et à les développer tout en tirant partie du savoir autochtone et en défendant les droits des peuples autochtones. CREATE Borneo fait partie de ces initiatives : il s'agit, dans les villages autochtones, de former des ingénieurs aux technologies connexes, de stimuler l'esprit d'entreprise et d'améliorer ainsi l'accès à l'énergie dans les campagnes⁵⁷. De la même manière, dans les zones rurales d'Ouganda, des militants des droits humains ont remédié au manque d'accès à une énergie fiable et abordable en défendant des projets locaux de développement des énergies renouvelables et en en faisant la publicité. Portés par des groupes citoyens soutenus par des ONG internationales, ces projets visent à doter certaines communautés, marginalisées en raison de leur situation géographique, de nouvelles sources d'énergie propre, comme la biomasse ou le solaire⁵⁸.

49. Ainsi qu'il a été déclaré à maintes reprises, notamment dans la déclaration politique adoptée lors du forum politique de haut niveau pour le développement durable en septembre 2023, la réalisation des objectifs de développement durable est un « engagement commun », ce qui suppose d'« [associer] toutes les parties concernées, y compris la société civile »⁵⁹. Pourtant, dans les pays où la société civile dispose d'un espace d'expression restreint, cet engagement commun n'est pas tenu, et les acteurs capables d'aider les États à réaliser les objectifs sont, au contraire, réduits au silence. Au Viet Nam, la directrice d'un groupe de réflexion sur les énergies renouvelables, Thi To Nhien Ngo, a été arrêtée en septembre 2023 pour détention illégale de documents officiels⁶⁰. Thi To Nhien Ngo travaille depuis 20 ans dans le secteur de l'énergie verte, dont 10 ans comme consultante auprès de la Banque

⁵⁵ Communication d'Avocats sans frontières Canada.

⁵⁶ Voir : <https://abyayalasoberana.org/noticias/honduras-corte-suprema-ordena-la-suspension-de-la-actividades-de-la-hidroelectrica-en-territorio-de-comunidades-pajuiles>.

⁵⁷ Communication du grand groupe des peuples autochtones.

⁵⁸ Communication de l'Africa Institute for Energy Governance.

⁵⁹ Voir l'annexe de la résolution 78/1 de l'Assemblée générale.

⁶⁰ Communication de Civics.

mondiale, de la Banque asiatique de développement et de l'Union européenne⁶¹. Elle fait partie des six personnalités influentes, spécialisées dans les changements climatiques, qui ont été arrêtées au Viet Nam depuis 2021 ; toutes défendaient la décarbonation du secteur énergétique national⁶².

H. Objectif de développement durable n° 8 (travail décent et croissance durable)

50. Les défenseurs et défenseuses des droits humains les plus concernés par l'objectif 8 sont celles et ceux qui se mobilisent pour la création, le maintien et la défense de conditions de travail justes et pour l'égalité de traitement de tous les travailleurs et travailleuses, dans l'esprit de la cible 8.8⁶³.

51. En Arménie, le Bureau du Défenseur des droits de l'homme a montré à maintes reprises que la piètre connaissance que les travailleurs du pays avaient de leurs droits favorisait les violations sur le lieu de travail. Le Bureau a conduit diverses campagnes de sensibilisation, indique à celles et ceux qui s'adressent à lui les protections que leur offre la loi et contribue à régler les différends⁶⁴.

52. La défense des droits des travailleurs est d'autant plus difficile dans les pays qui répriment la société civile et entravent les activités des militants. Si ces activités se poursuivent néanmoins, les répressions qui s'ensuivent montrent à quel point certains États sont encore loin d'avoir atteint les objectifs de développement durable.

53. Par exemple au Cambodge, en 2021, des milliers d'employés du casino NagaWorld se sont mis en grève pour protester contre le licenciement de plus de 1 000 collègues et demander une hausse des salaires ainsi que la réintégration de 8 leaders syndicaux emprisonnés, renvoyés à la faveur de la pandémie de COVID-19⁶⁵. Chhim Sitar, présidente d'un syndicat interne à l'établissement, a été arrêtée avec huit autres syndicalistes pour provocation aux délits (articles 494 et 495 du Code pénal). Elle a été condamnée à deux ans de prison en mai 2023⁶⁶.

I. Objectif de développement durable n° 9 (industrie, innovation et infrastructure)

54. La cible 2 associée à l'objectif 9 porte sur la promotion d'une industrialisation durable qui profite à tous et toutes. Lorsque le développement industriel se déroule d'une façon insoutenable et désordonnée qui menace les droits humains des populations locales, les habitants se muent souvent, par la force des choses, en

⁶¹ Ben Swanton et Michael Altman-Lupu, « Understanding the arrest of energy think tank chief Ngo Thi To Nhen » (Comprendre l'arrestation de Ngo Thi To Nhen, chef d'un groupe de réflexion sur l'énergie), Project88, 28 novembre 2023.

⁶² Voir : HCDH, « Viet Nam : détention de Hoang Thi Minh Hong, défenseuse des droits humains liés à l'environnement », 2 juin 2023.

⁶³ Défendre les droits des travailleurs, promouvoir la sécurité sur le lieu de travail et assurer la protection de tous les travailleurs, y compris les migrants, en particulier les femmes, et ceux qui ont un emploi précaire.

⁶⁴ Communication du Bureau du Défenseur des droits de l'homme de l'Arménie.

⁶⁵ Voir la communication AL KHM 1/2023. Disponible à l'adresse suivante :

<https://spcommreports.ohchr.org/TMResultsBase/DownloadPublicCommunicationFile?gId=27812>.

⁶⁶ HCDH, « Observation de Jeremy Laurence, porte-parole du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, sur la confirmation par le tribunal cambodgien des charges retenues contre Chhim Sithar », 3 mai 2024.

défenseurs des droits humains afin de préserver la santé de leurs familles et de leurs communautés.

55. C'est ce qui s'est passé dans une région de Louisiane (États-Unis d'Amérique) surnommée « Cancer Alley », où sont implantées plus de 150 raffineries et usines pétrochimiques (voir [A/HRC/49/53](#)), soit probablement la plus importante concentration d'usines de ce genre des Amériques⁶⁷. L'activité industrielle a entraîné une augmentation des risques de cancer, de maladies respiratoires et d'autres problèmes de santé chez les habitants des alentours, dont la majorité sont afro-américains. En 2021, des rapporteuses et rapporteurs spéciaux ont dénoncé l'implantation de nouvelles usines pétrochimiques et qualifié la situation de « racisme environnemental »⁶⁸.

56. À « Cancer Alley », des activistes locaux se sont unis pour s'attaquer aux entreprises de la pétrochimie et des combustibles fossiles et exiger le respect plein et entier de leurs droits. En 2022, Rise St. James et d'autres organisations citoyennes ont demandé à la justice d'empêcher la construction de ce qui s'annonçait comme l'une des plus grandes usines pétrochimiques au monde⁶⁹. Le tribunal a annulé le permis de construire mais l'État de Louisiane a fait appel de la décision et a gagné. Au niveau local, les groupes citoyens et les défenseurs et défenseuses des droits humains continuent de faire pression pour que les choses changent. En 2024, après des années de mobilisation, leurs efforts ont été couronnés d'un début de succès avec l'introduction, par le Gouvernement des États-Unis, de nouvelles dispositions réglementaires⁷⁰ visant à renforcer le contrôle environnemental des usines chimiques et à limiter leurs émissions toxiques⁷¹. Les militants locaux auront un rôle central à jouer dans le suivi de l'application de ces mesures.

57. En ce qui concerne la cible 9.3, relative au coût du crédit, les défenseurs des droits humains contribuent à rendre la microfinance plus accessible aux populations rurales ou marginalisées qu'ils ont accompagnées dans le cadre de leur travail humanitaire.

58. En Somalie, des organisations de défense des droits humains, dont la Coalition of Somali Human Rights Defenders, l'Association pour l'autonomisation des femmes du Hirshébeli et la Horn Afrik News Agency for Human Rights, se sont associées pour lancer un dispositif de microcrédit qui prête de petites sommes à des personnes et à de petites entreprises afin qu'elles créent leur affaire ou développent leurs activités. Les défenseurs et défenseuses des droits humains ont commencé par s'assurer que des donateurs et des investisseurs locaux apporteraient des fonds avant de mettre en place une procédure transparente de traitement des demandes et de décaissement. Ils ont également créé des programmes de formation pour apporter aux bénéficiaires des connaissances financières et continuent de les accompagner dans leurs activités. Ce projet a contribué à accroître le nombre de petites entreprises et à augmenter les revenus des ménages, tout en favorisant l'inclusion financière⁷². Les

⁶⁷ Communication de Human Rights Watch.

⁶⁸ HCDH, « USA: environmental racism in 'Cancer Alley' must end – experts » (États-Unis : des experts demandent que le racisme environnemental cesse à « Cancer Alley »), 2 mars 2021.

⁶⁹ Communication de Human Rights Watch.

⁷⁰ Voir : Agence de protection de l'environnement des États-Unis, « Biden-Harris Administration finalizes stronger clean air standards for chemical plants, lowering cancer risk and advancing environmental justice » (L'Administration Biden-Harris renforce les normes de pureté de l'air autour des usines chimiques pour réduire les risques de cancer et faire avancer la justice environnementale), 9 avril 2024 ; disponible à l'adresse suivante : www.epa.gov/newsreleases/biden-harris-administration-finalizes-stronger-clean-air-standards-chemical-plants.

⁷¹ Communication de Human Rights Watch.

⁷² Communication de la Coalition of Somali Human Rights Defenders.

militants apportent une valeur ajoutée à ce genre d'action grâce à la connaissance profonde qu'ils ont des enjeux locaux, de la culture des populations concernées et des dynamiques sociales. Le public visé leur fait confiance, ce qui facilite la communication et la collaboration sur des initiatives de développement durable.

J. Objectif de développement durable n° 10 (inégalités réduites)

59. La question de la réduction des inégalités est présente dans chacun des objectifs et est à la base du principe de ne laisser personne de côté. De la même manière, elle est au cœur des efforts déployés par les défenseurs et défenseuses des droits humains pour que les personnes vulnérables et marginalisées aient les mêmes chances que le reste de la population.

60. Au Kenya, les défenseurs des droits des personnes LGBTI+ ont parcouru un long chemin solitaire avant que celles-ci ne bénéficient dans le pays des mêmes protections contre les discriminations que les autres. Ils ont multiplié les requêtes devant les tribunaux pour contester la constitutionnalité de l'interdiction qui leur était faite de s'associer. En 2015, les membres de la National Gay and Lesbian Human Rights Commission se sont adressés à la Haute Cour du Kenya après que le Conseil de coordination des ONG avait refusé d'enregistrer leur organisation au motif que son nom serait inacceptable. La Cour a rejeté l'argument au titre de l'article 36 de la Constitution, qui garantit la liberté d'association⁷³. Après un recours devant la Cour suprême, celle-ci a confirmé en 2023 que la Commission avait le droit de s'enregistrer officiellement en tant qu'ONG.

61. Dans d'autres pays également, les organisations de défense des droits humains font progresser le droit protégeant les populations en situation potentielle de discrimination. Au Kirghizistan, la Coalition pour l'égalité a participé à l'élaboration d'un projet de loi faisant suite aux recommandations adressées au pays par le Comité des droits de l'homme. Visant à garantir l'égalité, le document de travail fournissait une longue liste de motifs appelant protection ; toutefois, le texte final présenté au Parlement ne comportait aucune définition des différents types de discrimination. La Coalition a présenté ses analyses et proposé des ajustements afin de rendre le texte conforme aux normes internationales, mais ses efforts répétés auprès du Gouvernement n'ont pas permis de faire avancer la loi ; rejeté en 2022 et 2023, le texte a été mis en attente⁷⁴. Depuis lors, le travail des militantes et militants a été rendu encore plus difficile par la promulgation d'une loi sur les « représentants étrangers »⁷⁵.

K. Objectif de développement durable n° 11 (villes et communautés durables)

62. L'accès au logement, objet de la cible 11.1, est étroitement corrélé à la capacité des personnes à sentir qu'elles peuvent vivre dignement et en toute sécurité⁷⁶ ; or ce droit est bafoué pour des millions de gens à travers le monde. Dans de nombreux pays, les défenseurs et défenseuses des droits humains s'efforcent de permettre aux personnes de vivre dignement et en toute sécurité en les aidant à résister aux

⁷³ Voir : www.klrc.go.ke/index.php/constitution-of-kenya/112-chapter-four-the-bill-of-rights/part-2-rights-and-fundamental-freedoms/202-36-freedom-of-association.

⁷⁴ Voir : https://24.kg/vlast/250755_deputat_parlamenta_predlagaet_vvesti_otvetstvennost_zadiskriminatsiyu.

⁷⁵ HCDH, « Kirghizistan : une nouvelle loi risque de nuire au travail des ONG », 5 avril 2024.

⁷⁶ Voir : www.ohchr.org/en/special-procedures/sr-housing/human-right-adequate-housing.

expulsions forcées injustifiées, à demander l'amélioration des normes de logement et à exiger de meilleurs services.

63. En Afrique du Sud, le mouvement Abahlali baseMjondolo réunit des habitantes et habitants des établissements informels et des taudis, hérités du régime de l'apartheid. Dans un contexte d'urbanisation croissante, de manque de logements abordables et de pénurie d'emplois, ces quartiers informels se sont considérablement développés depuis la fin de l'apartheid. Abahlali baseMjondolo y mène à bien des projets – crèches, jardins potagers, élevages avicoles collectifs, etc. – afin de rendre ces endroits plus vivables, comme par exemple à eKhenana, communauté informelle fondée après que ses membres ont été expulsés de Cato Crest, dans la province de KwaZulu-Natal. Le groupe aide également à contester les expulsions forcées devant les tribunaux : ses actions en justice ont fait échouer un certain nombre de tentatives visant à déplacer des habitants sans leur consentement ou sans compensation acceptable⁷⁷.

64. Les responsables et organisateurs locaux d'Abahlali baseMjondolo ont payé cher leur militantisme. Depuis août 2022, 4 d'entre eux ont été assassinés, ce qui porte à 24 le nombre total de membres du groupe tués depuis 2009. Sur ces 24 affaires, seules 2 ont abouti à des condamnations pénales. Les défenseurs et défenseuses des droits humains appartenant au mouvement font également l'objet de menaces, de harcèlement et de campagnes de diffamation⁷⁸.

65. Ces dernières années, en Ouzbékistan, les expulsions forcées sont devenues monnaie courante dans le contexte des projets de rénovation urbaine, sans que les personnes concernées soient correctement consultées, reçoivent des compensations acceptables ou que l'on leur offre une solution de relogement près de leur résidence habituelle⁷⁹. En réaction, un collectif informel de défenseurs des droits humains a créé Tashkent-Snos, une organisation spécialisée dans le droit au logement, qui lutte notamment contre la démolition des quartiers historiques des villes du pays, les expulsions forcées et l'urbanisation déraisonnée. Elle surveille également les projets qui détruisent l'héritage culturel ou visent à privatiser les jardins et parcs publics⁸⁰.

66. Tashkent-Snos donne un exemple de la manière dont la population s'organise et s'oppose aux expulsions forcées : les habitants d'un immeuble qui devait être démoli se sont unis pour déposer des recours devant diverses instances publiques, faire connaître leur situation en donnant des interviews dans les médias nationaux et internationaux, organiser des manifestations culturelles chez eux et en collaboration avec d'autres acteurs, et faire des recherches sur la valeur historique de leur immeuble. La campagne a été couronnée de succès, le Ministère de la culture d'Ouzbékistan accordant à l'édifice un statut protégé⁸¹. En communiquant sur ce genre de mobilisation et en informant sur le droit au logement et les droits culturels, Tashkent-Snos et d'autres organisations de défense des droits donnent à la population les connaissances et les outils nécessaires pour veiller à la pérennité des communautés et à la protection de leur patrimoine culturel et naturel.

⁷⁷ Communication d'Amnesty International Afrique du Sud et d'Abahlali baseMjondolo.

⁷⁸ Voir la communication AL ZAF 4/2023, disponible à l'adresse suivante :

<https://spcommreports.ohchr.org/TMResultsBase/DownloadPublicCommunicationFile?gId=28443>.

⁷⁹ Voir la communication AL UZB 1/2024, disponible à l'adresse suivante :

<https://spcommreports.ohchr.org/TMResultsBase/DownloadPublicCommunicationFile?gId=28745>.

⁸⁰ Communication de Tashkent-Snos.

⁸¹ Radmir Khajbakhteev, « How Uzbekistan's rampant development is prompting a grassroots rebellion » (Comment le développement effréné de l'Ouzbékistan suscite une rébellion populaire), *Housing News*, 28 septembre 2021.

L. Objectif de développement durable n° 12 (consommation et production responsables)

67. La cible 2 associée à l'objectif 12 (gestion durable et utilisation rationnelle des ressources naturelles) ne peut être atteinte qu'en coopération avec les populations et les communautés dont la vie est étroitement liée à la nature environnante. Des défenseurs et défenseuses des droits humains ont joué un rôle éminent dans le signalement des cas où l'utilisation des ressources naturelles n'était ni viable ni efficace.

68. En Équateur, à San Pablo de Amalí (canton de Chillanes, province de Bolívar), les défenseurs et défenseuses des droits humains ont combattu pendant des années la construction et l'exploitation d'une centrale hydroélectrique sur la Dulcepamba, alertant sur leurs conséquences négatives pour les droits humains des communautés riveraines⁸². Hidrotambo S.A., la compagnie hydroélectrique, a altéré le débit de la rivière, ce qui a entraîné des inondations régulières, et détourné son cours, contribuant à l'érosion⁸³. Cela a abouti à la destruction des habitations et des fermes ainsi qu'à la perte des cultures. Les militants qui protestaient pacifiquement contre les activités de la compagnie et en pointaient les méfaits ont été traités comme des criminels, ont subi des menaces et des tentatives d'intimidation⁸⁴.

69. En 2018, des habitants ont demandé au Secrétariat national de l'eau d'examiner l'usage que Hidrotambo faisait de l'eau de la rivière⁸⁵ et, l'année suivante, le Gouvernement a retiré à la compagnie l'autorisation d'exploiter le cours d'eau en été. Face à l'intense mobilisation, en mai 2023, les autorités ont ordonné à Hidrotambo de cesser toute activité en lien avec les eaux de la Dulcepamba pour des questions de non-conformité soulevées dans le rapport demandé par les militants de San Pablo de Amalí. Dans le même temps, le Bureau du Défenseur du peuple a déposé un recours contre la compagnie auprès de la Cour constitutionnelle pour violation des droits de la nature, ceux-ci étant garantis par la Constitution équatorienne de 2008⁸⁶.

70. En ce qui concerne la cible 12.6⁸⁷, les militants et les organisations de défense des droits humains ont fortement poussé, au niveau de l'Union européenne, en faveur d'une législation contraignante sur le devoir de précaution des entreprises en matière d'environnement et de droits humains, et ce près d'une décennie avant que l'Union n'adopte sa directive sur le devoir de diligence des entreprises en matière de durabilité, en 2024. Pendant cette période, des ONG ont porté la parole des défenseurs des droits humains issus de régions négativement touchées par les activités industrielles afin que les décideurs politiques et les législateurs puissent entendre directement celles et ceux que la marginalisation menace. Quatre organisations de la société civile (Centre de ressources sur les entreprises et les droits de l'homme, Front Line Defenders, Indigenous Peoples Rights International et Proyecto de Derechos Económicos, Sociales y Culturales), soutenues par l'Alliance for Land, Indigenous and Environmental Defenders, ont animé des ateliers réunissant plus de 60 défenseurs

⁸² Communication du Bureau du Défenseur du peuple de l'Équateur.

⁸³ Bureau de gestion de l'information et d'analyse des risques de l'Équateur (voir : https://static1.squarespace.com/static/6320c936bec4711e6d9e3191/t/643ae2e32918882dc8b85d8d/1681580771744/2023-03-27.+informe_chillanes-SNGR.pdf).

⁸⁴ Communication du Bureau du Défenseur du peuple de l'Équateur.

⁸⁵ Voir : http://esacc.corteconstitucional.gob.ec/storage/api/v1/10_DWL_FL/e2NhenBldGE6J2VzY3JpdG8nLCB1dWlkOicyMDg5NjAyNS1iNmNhLTQ4ZjYtOWI1Mi1lZmM0N2M2MjM2NWlucGRmJ30=.

⁸⁶ Communication du Bureau du Défenseur du peuple de l'Équateur.

⁸⁷ Encourager les entreprises, en particulier les grandes entreprises et les sociétés transnationales, à adopter des pratiques durables et à intégrer des informations sur le développement durable dans leurs rapports périodiques.

et défenseuses des droits humains venus d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine, dont les préoccupations ont ensuite nourri la réflexion des rédacteurs du texte final de la directive⁸⁸.

M. Objectif de développement durable n° 13 (mesures relatives à la lutte contre les changements climatiques)

71. Étant donné que 83 % des États Membres de l'ONU reconnaissent officiellement le droit à un environnement sain dans leur législation nationale⁸⁹, il n'y a rien de surprenant à ce que les défenseurs et défenseuses des droits humains soient souvent en première ligne dès qu'il s'agit de promouvoir, de protéger ou de défendre ce droit. En s'opposant aux violations de ce droit, ils obligent les États à travailler sur la cible 13.2⁹⁰. Pourtant, même dans les instances créées par l'ONU pour lutter contre les changements climatiques, par exemple la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, ces militantes et militants se heurtent à des obstacles qui limitent leur participation, à l'instar des restrictions pesant sur la liberté d'expression, de réunion et d'association dans les pays hôtes⁹¹. C'est grâce à la société civile que les divers cas de personnes subissant les effets des changements climatiques et les violations des droits humains peuvent être rapportés, malgré les mesures souvent considérables prises par les pays hôtes.

72. Quand les défenseurs et défenseuses des droits humains s'efforcent de faire valoir leur droit à un environnement propre et sain, on leur répond souvent par la violence. Dans son rapport ([A/HRC/46/35](#)) au Conseil des droits de l'homme à sa quarante-sixième session, en 2021, la Rapporteuse spéciale soulignait le fait que les défenseurs de l'environnement faisaient partie des défenseurs des droits les plus souvent tués.

73. Students against the East African Crude Oil Pipeline est un mouvement non violent ougandais qui défend la justice climatique par des actions de sensibilisation, l'éducation, les manifestations pacifiques et la désobéissance civile. Fondé en 2022 en opposition à la construction de l'oléoduc de pétrole brut d'Afrique de l'Est, il est présent dans 12 universités du pays. En septembre 2023, quand des étudiants ont voulu remettre aux parlementaires ougandais une requête leur demandant de cesser les investissements dans les projets relatifs aux combustibles fossiles et de rediriger les fonds vers les sources d'énergie renouvelables, un certain nombre de militants auraient été attaqués par la police, arrêtés et gardés à vue pendant deux jours avant d'être libérés sous caution.

74. À l'heure où nombreux sont ceux qui considèrent que l'État les a abandonnés sur la question des changements climatiques⁹², les objectifs de l'Accord de Paris n'ayant pas été atteints et « les possibilités de relever le niveau d'ambition et de donner effet aux engagements actuels [...] s'amenuis[ant] rapidement »

⁸⁸ Centre de ressources sur les entreprises et les droits de l'homme *et al.*, « Hearing the human: ensuring due diligence legislation effectively amplifies the voices of those affected by irresponsible business » (À l'écoute des êtres humains : veiller à ce que la législation sur le devoir de précaution fasse réellement entendre la voix de celles et ceux qui subissent les activités irresponsables) (octobre 2021).

⁸⁹ HCDH, « High Commissioner urges climate action to be guided by human rights » (Le Haut-Commissaire demande que l'action climatique repose sur les droits humains), 13 juin 2024.

⁹⁰ Incorporer des mesures relatives aux changements climatiques dans les politiques, les stratégies et la planification nationales.

⁹¹ Contribution commune d'Amnesty International, du Center for International Environmental Law, de l'Egyptian Commission for Rights and Freedoms et de Global Climate Legal Defense Network.

⁹² Voir : <https://peoplesclimate.vote>.

(FCCC/SB/2023/9), il n'est pas étonnant que les manifestations et la désobéissance civile soient devenues les armes de prédilection du mouvement pour le climat, qu'il utilise pour faire pression sur les Gouvernements afin qu'ils agissent davantage.

75. La cible 13.3 exige des États d'« améliorer l'éducation, la sensibilisation et les capacités individuelles et institutionnelles en ce qui concerne l'adaptation aux changements climatiques, l'atténuation de leurs effets et la réduction de leur impact et les systèmes d'alerte rapide ». Pourtant, au lieu de canaliser l'énergie des militantes et militants du climat, qui sensibilisent et informent les gens sur les risques de crise climatique, en Europe comme ailleurs, un nombre croissant de pays font évoluer leur législation de sorte à restreindre le droit de ces personnes à poursuivre leurs activités. En 2024, dans un papier de positionnement intitulé « Répression par l'État des manifestations et de la désobéissance civile environnementales : une menace majeure pour les droits humains et la démocratie », le Rapporteur spécial sur les défenseurs et défenseuses de l'environnement a constaté qu'en Allemagne, en Italie et au Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, la loi avait été modifiée et sanctionnait désormais plus durement certaines formes de contestation non violente⁹³. Ce faisant, les États entravent la capacité des défenseurs et défenseuses des droits humains à les aider à réaliser l'objectif 13.

N. Objectif de développement durable n° 14 (vie aquatique)

76. Les défenseurs des droits humains contribuent au suivi et à l'application des mesures relatives aux cibles associées à l'objectif 14, comme ils le font pour toutes les cibles visant à en finir avec les pratiques néfastes, à protéger l'environnement, à réduire les activités polluantes et à améliorer la situation des groupes dont les coutumes sont menacées, par exemple les petits pêcheurs artisanaux.

77. Des communautés côtières de Papouasie-Nouvelle-Guinée se sont réunies en un collectif, Alliance of Solwara Warriors, qui lutte contre l'exploitation minière des grands fonds marins dans la région. L'Alliance est préoccupée par les dégâts que le bruit et la pollution chimique d'une telle activité pourraient causer à l'environnement et à la vie marine⁹⁴. En réaction aux informations de l'année dernière indiquant que le lancement de l'exploitation minière des grands fonds marins était de plus en plus probable, le gouverneur de la province côtière d'Oro a mis en garde contre les « zones d'ombre » entourant ce type d'activité, bien trop importantes pour être ignorées, et a déclaré devant le Parlement que, si les représentants des communautés côtières ne se préoccupaient pas du problème et n'y mettaient pas fin, alors ils étaient en faute vis-à-vis de leur population⁹⁵.

78. Vingt-sept pays dont l'Allemagne, le Brésil, le Canada, les Fidji et la France ont appelé à une interdiction, un moratoire ou une pause de précaution concernant l'exploitation minière des grands fonds marins⁹⁶ tant que les risques ne seraient pas mieux compris. Au cours des dernières années, l'Alliance of Solwara Warriors a mené des opérations de sensibilisation et d'information et a noué des alliances afin que les populations les plus exposées aux conséquences de cette activité hasardeuse soient pleinement conscientes des dangers. Cette mobilisation s'inscrit dans un contexte où

⁹³ Michel Forst, « Répression par l'État des manifestations et de la désobéissance civile environnementales : une menace majeure pour les droits humains et la démocratie », papier de positionnement, février 2024.

⁹⁴ Communication de The Ocean Defenders Project.

⁹⁵ « Minister explains Solwara 1 project » (Un ministre présente le projet Solwara 1), *The National*, 17 août 2023.

⁹⁶ Voir : <https://deep-sea-conservation.org/solutions/no-deep-sea-mining/momentum-for-a-moratorium/governments-and-parliamentarians>.

l'information semble difficile à obtenir et où les communautés se sont plaintes que l'on n'ait pas cherché à obtenir leur consentement préalable, libre et éclairé⁹⁷.

79. L'équipe de chercheurs de One Ocean Hub, basée à l'Université du Cap, en Afrique du Sud, a travaillé avec de petits pêcheurs sur la cible B associée à l'objectif 14⁹⁸. Cela a abouti à la création de cartes géoréférencées identifiant les secteurs de pêche traditionnelle, sur la base desquelles les pêcheurs peuvent, à leur tour, demander la délimitation de zones de pêche à petite échelle. Les données ont alimenté les travaux du South African National Biodiversity Institute, qui dessine des cartes de la biodiversité. Celles-ci sont ensuite utilisées dans le cadre de la planification de l'espace marin en Afrique du Sud, par exemple pour aider les autorités à traiter les demandes d'exploitation minière. En mars 2023, One Ocean Hub a animé un atelier pour les pêcheurs et pêcheuses des provinces du Cap-Nord et du Cap-Occidental ; à cette occasion, les participants ont contribué à créer des cartes du même genre, destinées à les aider dans les négociations avec les autorités en matière de planification marine⁹⁹.

O. Objectif de développement durable n° 15 (vie terrestre)

80. Dans chaque région du monde, les défenseurs des droits humains s'engagent activement en faveur de la cible 15.1 et promeuvent les mesures connexes¹⁰⁰, et ce dans un contexte risqué : de manière générale, ils interviennent souvent après que les communautés locales et eux-mêmes n'ont pas été réellement consultés, ni en amont ni au cours de la mise en œuvre, sur de grands projets qui bouleversent les régions où ils vivent depuis des générations. C'est ainsi que les défenseurs de l'environnement sont systématiquement arrêtés, emprisonnés, agressés physiquement ou tués.

81. En Mongolie, les défenseurs de l'environnement et les communautés pastorales ont soulevé le problème des conséquences des activités minières dans le pays, tels que la diminution des pâturages, l'augmentation de la poussière et de la pollution sonore ou encore les méfaits pour la santé des populations et des troupeaux¹⁰¹. Le Réseau mongol des organisations de la société civile promouvant les objectifs de développement durable s'est appuyé sur leurs témoignages pour élaborer un rapport d'évaluation des progrès accomplis dans la réalisation des objectifs¹⁰².

82. Au Tibet, des défenseurs et défenseuses des droits humains ont montré que des projets d'extraction minière et d'infrastructure, menés à bien contre la volonté de la population tibétaine locale, mettaient en péril l'utilisation durable des terres, la viabilité des écosystèmes et la biodiversité. Devant l'absence de consultation et de consentement préalable, libre et éclairé, des Tibétains ont manifesté leur désaccord et ont été arrêtés. Au moins deux militants ont été condamnés à 10 et 11 ans d'emprisonnement en 2014 pour leur participation présumée à une manifestation

⁹⁷ Communication de The Ocean Defenders Project.

⁹⁸ Garantir aux petits pêcheurs l'accès aux ressources marines et aux marchés.

⁹⁹ Contribution de One Ocean Hub.

¹⁰⁰ D'ici à 2020, garantir la préservation, la restauration et l'exploitation durable des écosystèmes terrestres et des écosystèmes d'eau douce et des services connexes, en particulier des forêts, des zones humides, des montagnes et des zones arides, conformément aux obligations découlant des accords internationaux.

¹⁰¹ Prarthana Rao et Valerio Loi, *From Dreams to Dust: Examining the impact of Mining on Herder Communities in Mongolia* (Du rêve à la poussière : les conséquences de l'exploitation minière pour les communautés pastorales en Mongolie) (Asian Forum for Human Rights and Development, 2023).

¹⁰² Rapport commun d'évaluation de la société civile mongole sur les progrès accomplis dans la réalisation des objectifs de développement durable.

écologiste contre l'exploitation minière d'une montagne sacrée, Naglha Dzamba, dans le district de Biru¹⁰³.

83. En février 2024, plus de 100 Tibétaines et Tibétains se seraient rassemblés pacifiquement devant les locaux de l'administration locale, dans la préfecture de Ganzi (province du Sichuan), pour exprimer leur opposition à un projet hydroélectrique à Gangtuo qui provoquerait le déplacement de milliers de personnes et de 6 monastères (dont l'un date du XIII^e siècle). Ils pointaient également les dégâts environnementaux, la destruction des écosystèmes et la submersion des villages que le projet ne manquerait pas de provoquer. La police chinoise a réagi en arrêtant des manifestants et, au moment de l'établissement du présent rapport, deux d'entre eux se trouvaient encore en détention¹⁰⁴.

84. Au Mexique, dans la Sierra Tarahumara (État de Chihuahua), les communautés autochtones des Rarámuri Choréachi (ou Pino Gordo) et des Coloradas de la Virgen ont combattu pendant des décennies le fléau de l'abattage illégal sur des terres dont elles revendiquent la propriété ancestrale¹⁰⁵. La Sierra Tarahumara abrite les deux tiers du bois sur pied du Mexique¹⁰⁶, malgré la déforestation galopante qui y a sévi ces dernières années.

85. En 2015, après une longue mobilisation des Rarámuri Choréachi et d'autres groupes autochtones, le Tribunal agraire unitaire a retiré, pour la forêt des Coloradas de la Virgen, les permis d'abattage délivrés par le Ministère de l'environnement et des ressources naturelles en 2007. Dans la décision, il a indiqué que le Ministère devrait désormais consulter la population autochtone avant toute nouvelle autorisation. Pourtant, il semble que les activités liées aux projets de sylviculture se poursuivent dans la zone, tandis que les défenseurs et défenseuses autochtones des droits humains qui ont soutenu le recours en justice et ont communiqué sur le sujet se sont mis en grand danger – s'exposant même à des tentatives de meurtre¹⁰⁷.

P. Objectif de développement durable n° 16 (paix, justice et institutions efficaces)

86. L'objectif 16 est considéré comme celui qui a le plus trait aux défenseurs et défenseuses des droits humains, en partie parce que c'est le seul dont les cibles et indicateurs associés les mentionnent expressément. Axé sur la promotion de l'état de droit, l'élimination de toutes les formes de violence et la protection des libertés fondamentales, il relève des activités « classiques » de défense des droits humains. Comme la Rapporteuse spéciale le montre dans le présent rapport, le travail des militantes et des militants va toutefois bien au-delà et a trait à un éventail de domaines extrêmement varié.

87. Avant d'être arrêtée en Égypte en 2018, l'avocate spécialiste des droits humains Hoda Abdel Moneim avait largement utilisé la loi pour promouvoir l'état de droit ; soucieuse de contribuer à « garantir à tous un égal accès à la justice », elle représentait les personnes arrêtées pour avoir exercé leur liberté de croyance et leur liberté

¹⁰³ Voir la communication AL CHN 14/2023, disponible à l'adresse suivante :

<https://spcommreports.ohchr.org/TMResultsBase/DownloadPublicCommunicationFile?gId=28246>.

¹⁰⁴ Voir la contribution de l'International Campaign for Tibet.

¹⁰⁵ Communication du Red de Defensa del Territorio Indígena en la Sierra Tarahumara (Chihuahua, Mexique).

¹⁰⁶ Programme des Nations Unies pour l'environnement, « Protecting the Sierra Tarahumara, a biodiversity hot spot » (Protéger la Sierra Tarahumara, région névralgique de la biodiversité), 28 juin 2019.

¹⁰⁷ Voir la communication AL MEX 2/2024, disponible à l'adresse suivante :

<https://spcommreports.ohchr.org/TMResultsBase/DownloadPublicCommunicationFile?gId=28798>.

d'expression. En ce qui concerne la cible citée ci-dessus, elle recueillait des informations sur les cas de disparition forcée afin de les faire connaître. Ancien membre de l'ordre des avocats égyptiens, du Conseil national des droits de l'homme et du Parlement (à partir de 2012-2013)¹⁰⁸, elle a été arrêtée et a disparu en 2018 ; en 2023, elle a finalement été condamnée à cinq ans de prison (à compter du jour de son arrestation) pour participation à une organisation terroriste non spécifiée. Le jour où elle devait être libérée, en 2023, elle a appris que de nouvelles charges étaient retenues contre elle, dont l'une identique à celle pour laquelle elle venait de purger sa peine¹⁰⁹.

88. En Pologne, l'accès égal de tous et toutes à la justice¹¹⁰ a été mis en péril par les réformes du système judiciaire que le parti Droit et justice a introduites à son arrivée au pouvoir en 2015¹¹¹. Ces réformes menaçaient la séparation des pouvoirs en permettant à l'exécutif et au législateur d'intervenir dans le travail indépendant des juges¹¹². Les organisations de défense des droits et les associations de juristes ont réagi en saisissant les mécanismes régionaux compétents et en sensibilisant la population polonaise. La Helsinki Foundation for Human Rights a déposé un recours auprès de la Cour européenne des droits de l'homme, a activement plaidé pour un renvoi préalable devant la Cour de justice de l'Union européenne et s'est adressée aux mécanismes relevant des procédures spéciales de l'ONU¹¹³. En 2017, des avocats polonais ont créé la Fondation pour des tribunaux libres afin de défendre et de promouvoir l'état de droit par la mobilisation publique, la représentation *pro bono* en justice et la sensibilisation. La Fondation a traité plus de 100 affaires liées à l'indépendance de la magistrature et à l'état de droit et a effectué des démarches auprès de la Cour européenne des droits de l'homme et de la Cour de justice de l'Union européenne. Elle a aussi animé des séminaires à l'intention des étudiants sur les valeurs défendues dans la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales¹¹⁴.

Q. Objectif de développement durable n° 17 (partenariats pour la réalisation des objectifs)

89. Aucun des objectifs de développement durable ne saurait être atteint sans que les États ne disposent des informations nécessaires à l'évaluation des progrès réalisés. À cet égard, les défenseurs et défenseuses des droits humains apportent une contribution de taille à la collecte des données, qu'il s'agisse de celles recueillies régulièrement par les institutions nationales des droits humains ou de celles, plus spécifiques, relatives aux conséquences des agressions subies par les militants, collectées par les diverses ONG nationales, régionales et internationales.

90. En ce qui concerne les groupes marginalisés, il importe au plus haut point d'appliquer des méthodes sérieuses de collecte des données afin que leur situation soit convenablement prise en compte dans le suivi des objectifs de développement durable et les rapports connexes. Ainsi, avec l'appui de l'Union européenne, 21 collectifs de peuples autochtones et le comité de pilotage de 5 organisations ont

¹⁰⁸ Communication de Committee for Justice.

¹⁰⁹ Voir la communication AL EGY 7/2023, disponible à l'adresse suivante :

<https://spcommreports.ohchr.org/TMResultsBase/DownloadPublicCommunicationFile?Id=28706>.

¹¹⁰ Cible 16.3 : promouvoir l'état de droit dans l'ordre interne et international et garantir à tous un égal accès à la justice.

¹¹¹ Communication de l'institut des droits humains de l'International Bar Association.

¹¹² Voir la communication AL POL 1/2017, disponible à l'adresse suivante :

<https://spcommreports.ohchr.org/TMResultsBase/DownloadPublicCommunicationFile?Id=23250>.

¹¹³ Communication de l'institut des droits humains de l'International Bar Association.

¹¹⁴ Voir : <https://worldjusticeproject.org/world-justice-challenge/free-courts-foundation-defending-rule-law-poland>.

collaboré à l'élaboration et au déploiement du Navigateur autochtone¹¹⁵, un ensemble d'outils visant à contrôler l'application ou la réalisation de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones, des dispositions relatives aux peuples autochtones des principales conventions sur les droits humains, des objectifs de développement durable et des décisions de la Conférence mondiale sur les peuples autochtones. Le Navigateur est maintenant utilisé par les organisations et communautés autochtones dans 29 pays d'Asie, d'Afrique, des Amériques et de l'Arctique et leur permet de produire leurs propres données de qualité tout en les sensibilisant à leurs droits humains internationalement reconnus.¹¹⁶

91. Dans une étude de 2021, la Coalition internationale pour l'accès à la terre souligne que les États fournissent peu de données concernant les attaques contre les défenseurs et défenseuses des droits humains (indicateur 10.1 associé à l'objectif 16) dans leurs examens nationaux volontaires sur la réalisation des objectifs de développement durable. Elle indique que, sur les 162 pays ayant établi un rapport depuis 2015, seuls 3 – soit moins de 2 % – ont fait état d'au moins un meurtre ou une agression de militant ou militante¹¹⁷.

92. En 2018, l'Alliance mondiale des institutions nationales des droits de l'homme a adopté la Déclaration de Marrakech, par laquelle elle s'engage à promouvoir et à protéger les défenseurs et défenseuses des droits humains, y compris en surveillant la situation dans l'espace civique et en communiquant sur ce sujet. C'est ainsi que, en étroite coopération avec le HCDH et plusieurs autres organismes, dont des réseaux d'activistes, l'Institut danois pour les droits de l'homme a mis au point un outil de veille permettant de détecter et d'enregistrer les violations du droit de défendre les droits¹¹⁸.

93. Les institutions nationales des droits humains de statut « A » utilisent ce cadre pour mieux communiquer auprès des militants, améliorer la coopération avec eux en matière de consolidation des données relatives aux atteintes et aux violations et renforcer leur propre analyse et leur propre suivi de la situation des défenseurs et défenseuses des droits humains dans les pays. Par exemple, la Commission nationale des droits humains du Kenya a utilisé l'outil de veille pour collecter des données et, conjointement avec diverses ONG et autorités nationales, évaluer les manquements du pays envers ses obligations et engagements. Avec l'assentiment des groupes concernés, des données agrégées sur les atteintes et violations présumées ont été transmises à l'Institut kényan de la statistique afin qu'elles alimentent l'examen national volontaire 2024 présenté au forum politique de haut niveau pour le développement durable, à New York¹¹⁹.

IV. Recommandations

94. **La Rapporteuse spéciale sur la situation des défenseurs et défenseuses des droits humains adresse les recommandations suivantes aux États Membres :**

¹¹⁵ Voir <https://indigenousenavigator.org>.

¹¹⁶ Communications de l'Institut danois pour les droits de l'homme et du grand groupe des peuples autochtones.

¹¹⁷ Coalition internationale pour l'accès à la terre et Alliance for Land, Indigenous and Environmental Defenders, « A crucial gap 2023: the limits to official data on attacks against defenders and why it's concerning » (Une lacune majeure en 2023 : les limites des données officielles sur les attaques contre les militants, un motif de préoccupation) (juillet 2023).

¹¹⁸ Contribution de l'Institut danois pour les droits de l'homme.

¹¹⁹ Voir : <https://defend.humanrights.dk/files/media/document/Final%20Report%20-%20Human%20Rights%20Defenders%20-%20Kenya%20-%20April%202024.pdf>.

a) **Reconnaître publiquement que les défenseurs et défenseuses des droits humains aident les États à appliquer le Programme de développement durable à l'horizon 2030, et particulièrement à ne laisser personne de côté ;**

b) **Adopter, modifier ou abroger les lois restrictives, de sorte que les défenseurs et défenseuses des droits humains et les autres membres de la société civile puissent faire leur travail légitime en lien avec le Programme 2030 ;**

c) **Veiller à ce qu'une politique de diligence raisonnable globale soit appliquée en matière de droits humains, ce qui suppose l'obtention du consentement préalable, libre et éclairé des personnes qui vivent dans les zones concernées avant le commencement de tout projet d'exploitation des ressources ou d'infrastructure susceptible d'entraver la réalisation des objectifs de développement durable en menaçant les droits humains ;**

d) **Soutenir les institutions nationales des droits humains qui sont conformes aux Principes concernant le statut des institutions nationales pour la promotion et la protection des droits de l'homme (Principes de Paris) en surveillant la situation des droits humains dans les pays et en diffusant de l'information à ce sujet, y compris sur la manière dont la restriction de l'espace civique affecte leurs activités, comme prévu dans la Déclaration de Marrakech ;**

e) **En collaboration avec les institutions nationales des droits humains et les militants eux-mêmes, développer des mécanismes améliorés de surveillance et de communication de l'information afin de recueillir des renseignements sur les agressions subies par les défenseurs et défenseuses des droits humains, les syndicalistes et les journalistes, conformément à l'indicateur 10.1 de l'objectif 16, et notamment de collecter des données ventilées en fonction de l'appartenance ethnique, de la race, de l'orientation sexuelle et de l'identité de genre, de la situation au regard du handicap, du sexe, de la situation géographique et d'autres caractéristiques pertinentes, et utiliser ces données pour concevoir des mesures de protection ;**

f) **Ne pas poursuivre pénalement les défenseurs et défenseuses des droits humains pour leurs activités pacifiques au profit du développement durable, même lorsque leurs méthodes de travail diffèrent de celles de l'État ;**

g) **Enquêter sans délai, de manière transparente et rigoureuse sur toute agression commise contre des défenseurs et défenseuses des droits humains et envisager la possibilité que leurs activités militantes en constituent le motif ;**

h) **Appuyer les initiatives en cours visant à ce que les meurtres et autres agressions commis contre des défenseurs et défenseuses des droits humains soient davantage sanctionnés, notamment dans le cadre de procédures pénales de niveau national et dans celui de mécanismes d'établissement des responsabilités et de commissions d'enquête de niveau régional et international, et veiller à ce que, lorsque l'une de ces personnes est tuée, les autorités enquêtent systématiquement pour déterminer si ses activités de défense des droits humains ne seraient pas le motif du meurtre ;**

i) **Créer ou continuer de développer des instances et des plateformes permettant à tous les acteurs concernés, en particulier les défenseurs et défenseuses des droits humains, de contribuer à la réalisation des objectifs de développement durable et de faire part des obstacles qu'ils rencontrent à cet égard.**

95. La Rapporteuse spéciale adresse les recommandations suivantes aux entreprises et aux institutions financières internationales :

- a) Élaborer des politiques relatives aux défenseurs et défenseuses des droits humains et les faire connaître, en consultation avec les personnes intéressées, de sorte à mieux les protéger ;
- b) S'engager à respecter le devoir de précaution eu égard aux droits humains et à l'environnement tout au long du cycle de vie des projets, en veillant à ce que le consentement préalable, libre et éclairé des communautés touchées soit obtenu avant toute exécution.

V. Mises à jour depuis 2021 sur la détention prolongée de défenseurs et défenseuses des droits humains

96. En 2020 et en 2021, des communications concernant la détention prolongée de défenseurs et défenseuses des droits humains ont été adressées à 24 États. Depuis sa dernière mise à jour en date concernant leur libération, la Rapporteuse spéciale est heureuse de noter que le défenseur indien G.N Saibaba a été acquitté de tous les chefs d'accusation et libéré en mars 2024 après avoir passé 10 ans en prison.

97. Elle se félicite que Naji Fateel ait été gracié et libéré au Bahreïn en mars 2024, que Mohamed El-Baqer et Patrick George Zaki aient été graciés en Égypte en juillet 2023, et que Jamila Loukil ait été acquittée en Algérie en décembre 2023.

98. La Rapporteuse spéciale regrette que des défenseurs et défenseuses des droits humains demeurent détenus et purgent des peines de 10 ans de prison ou plus dans 16 pays, comme indiqué dans son rapport de 2021, à savoir : en Arabie saoudite, au Bahreïn, au Bélarus, en Chine, en Égypte, aux Émirats arabes unis, en Érythrée, en Iran (République islamique d'), en Fédération de Russie, au Maroc, au Mexique, en République démocratique populaire lao, au Rwanda, au Tadjikistan, en Türkiye et au Viet Nam. La liste comprend des défenseurs des droits en Arabie saoudite (Mohammed al-Qahtani et Issa Al-Nukhaifi) et aux Émirats arabes unis (Mohamed al-Roken, Hadif Rashed Abdullah al-Owais et Salim Hamdoon al-Shahhi) qui sont toujours derrière les barreaux et doivent répondre de nouvelles accusations bien qu'ils aient purgé leur peine de 10 ans d'emprisonnement en 2022. La Rapporteuse spéciale est consternée par le rejet de la demande de réexamen formulée par la militante Ulfathonim Mamadshoeva au Tadjikistan en janvier 2024 contre la peine de 20 ans de prison prononcée contre elle en décembre 2022 pour son activité de défense des droits humains. Elle est stupéfiée par la condamnation de Buzurgmehr Yorov à 10 ans de prison supplémentaires, prononcée en juillet 2023 dans le même pays, qui s'ajoutent à la peine de 18 ans qu'il purge actuellement. La Rapporteuse spéciale demande une nouvelle fois la libération de tous les défenseurs et de toutes les défenseuses des droits humains emprisonnés pour avoir exercé leur droit de défendre les droits.